

CRISTINA FERREIRA

La « guerre des idées » a-t-elle vraiment lieu ?

« (...) se taire quand on n'a rien à dire, ne faire que le strict nécessaire quand on n'a pas de projets particuliers et, chose essentielle, rester indifférent quand on n'a pas le sentiment indescriptible d'être emporté, bras grands ouverts, et soulevé par une vague de la création ! On remarquera que la plus grande partie de notre vie psychique serait dès lors interrompue, mais peut-être le mal ne serait-il pas si grand » (Musil, *L'homme sans qualités*, tome 1, p. 310).

Dans sa livraison de mai 2006, *Le Monde diplomatique* consacre un dossier à « la guerre des idées » et aux transformations historiques récentes du monde et des figures des intellectuels. La profusion des intellectuels néo-réactionnaires sur la scène médiatique (notamment française) est l'un des signes manifestes de ces transformations. Tout se passe comme si la disparition ces trente dernières années d'intellectuels comme Barthes (en 1980), Lacan (en 1981), Foucault (en 1984), Braudel (en 1985), Debord (en 1994), Deleuze (en 1995), Bourdieu (en 2002), Derrida (en 2004) avait offert l'occasion historique à l'intellectuel néo-conservateur de prendre sa revanche. Cette revanche a été largement facilitée par l'orthodoxie néo-libérale dominante dès les années 1980, dont l'un des effets est d'encourager autant l'anti-intellectualisme que le bavardage intellectuel le plus inepte et suffisant¹. Les différentes contributions publiées dans le dossier s'attachent à faire le portrait de la figure contemporaine de l'intellectuel réactionnaire, à comprendre les conditions historiques et institutionnelles qui ont permis qu'une telle figure ait acquis ces dernières années la visibilité et l'influence que l'on connaît.

La pensée réactionnaire : l'alliée redoutable du capitalisme

Dans l'article d'ouverture du dossier – « On en est là » – Jacques Bouveresse reprend quelques-uns des constats faits par Perry Anderson (2005) dans son essai *La pensée tiède*. Ces dernières décennies la culture française est entrée dans une phase de décadence dont le symptôme le plus criant est l'importance démesurée accordée par les médias à des imposteurs tels que Bernard Henri-Lévy. C'est au pouvoir médiatique que l'on doit beaucoup la célébration des « intellectuels nouveaux » et de leur prétention à avoir un mot à dire sur à peu près n'importe quel sujet. Cet état de fait est révélateur de l'état anémique dans lequel se trouve la critique intellectuelle : la célébrité immédiate et la complaisance entre pairs, mise en scène dans les forums médiatiques, l'emportent sur le sérieux. Le plus souvent la critique est dépourvue de sens, de distance et surtout de volonté ; elle est remplacée par des rhétoriques flamboyantes qui miment l'indignation et la controverse. La fausse polémique est devenue un exercice oratoire auquel se livrent ceux qui finissent par se congratuler mutuellement du génie de leurs analyses (sur la guerre en Irak, sur le port du foulard, sur les banlieues, sur le rejet du traité constitutionnel européen).

1. En outre cette orthodoxie impose l'anglais comme langue universelle dans les échanges économiques, scientifiques et intellectuels. Cette imposition n'est pas sans affecter profondément la culture française et réduire la pensée à des expressions managériales qui sont loin d'être anodines.

Si, comme le rappelle Bouveresse, la stagnation de la critique est chose admise depuis quelques temps, il en va autrement de ce qui apparaît comme une nouveauté : le fait que des intellectuels se réclamant d'une pensée néo-réactionnaire jouissent d'un pouvoir, d'un prestige et d'une visibilité célébrés par la presse. Les « intellectuels nouveaux » fabriquent le monde qui seul peut justifier la place dominante qu'ils y occupent. C'est à une telle fabrication qu'ils consacrent le gros de leur temps, de leur énergie. Le succès de intellectuel réactionnaire – ou en tout cas son omniprésence – ne saurait pas être étranger à l'époque qui le produit. C'est, ironise Bouveresse, « le genre de savant qui convient à notre époque éclairée ». Ce genre de savant ne manifeste pas d'embarras à louer les vertus du capitalisme et à se montrer particulièrement déférent envers les pouvoirs établis. « Il est intarissable sur les questions morales, mais ne veut pas être ennuyé avec les questions de justice sociale et les questions sociales en général. Il s'abstient soigneusement dans la plupart des cas, de faire la leçon au Grand Capital, mais la fait volontiers à ceux des milieux sociaux les plus défavorisés » (23). Les leçons moralisatrices donnent à voir le sentiment anti-démocratique qui anime ces intellectuels nouveaux. Symptomatique, lors des soulèvements populaires récents contre le Contrat première embauche (CPE), les analyses proposées par ces personnages trahissaient les regrets d'un « laisser-aller » et de l'incapacité du gouvernement à rétablir l'ordre efficacement. Leur façon de s'accommoder des injustices et des inégalités sociales n'est, écrit Bouveresse, que plus frappante.

A cette figure de l'intellectuel moralisateur s'opposent en tous points les figures définies par des auteurs aujourd'hui disparus de la scène critique. Les encadrés, qui entourent les contributions du dossier, sont là pour raviver la mémoire du lecteur. Pour Edward Saïd, l'intellectuel ne saurait être « ni un pacificateur ni un bâtisseur de consensus » mais quelqu'un qui non seulement refuse le confort des formules faciles mais affirme publiquement ce refus. C'est une critique similaire de la passivité et de l'indifférence des intellectuels face au scandale qui les entoure qui est exprimée par Nizan lorsqu'il s'attaque aux « chiens de garde ». Et Deleuze ne voit pas d'intérêt autre dans la théorie que celui de se doter d'un « appareil de combat ». Un appareil de combat qui peut placer l'intellectuel dans une posture clivée, comme l'avoue Sartre lorsqu'il dit écrire des livres pour la bourgeoisie alors qu'il se sent solidaire des travailleurs qui veulent la renverser. Contre le culte du génie individuel et les prétentions à parler au nom de tous, Foucault et Bourdieu défendent la figure de l'intellectuel spécifique et collectif. Pour le premier, contrairement à l'intellectuel universel qui s'autoproclame « le maître de vérité et de justice », l'intellectuel spécifique travaille sur des domaines précis (l'asile, la prison, le logement) à partir desquels il acquiert une conscience concrète et immédiate des luttes. Pour le second, face aux laboratoires de la pensée néo-libérale, il est urgent de repenser l'intellectuel collectif capable de déconstruire les mécanismes de la logique dominante,

de mener un travail d'invention politique et d'élaborer des utopies réalistes. Ce travail d'invention est, aux yeux de Bourdieu, d'autant plus pressant que l'on ne peut que constater l'opacité et l'inefficacité d'une pensée critique réfugiée dans le petit monde académique, « où elle s'enchant elle-même d'elle-même, sans être en mesure d'inquiéter qui que ce soit en quoi que ce soit ».

Un travail inépuisable d'auto-promotion

La place vacante laissée par la disparition de ces intellectuels critiques ne saurait pas à elle seule expliquer le renouveau de la pensée réactionnaire. D'autres contributions publiées dans le dossier permettent de comprendre « comment on en est arrivé là ». Dans leur article, « De compagnon de route à conseiller du patron », Laurent Bonelli et Hervé Fayat rappellent que la définition de l'intellectuel relève à la fois du *tour de force* et du *coup de force*. Pour que l'intellectuel néo-conservateur apparaisse de nos jours comme une figure dominante il a fallu, d'une part, que des conditions historiques et politiques lui soient favorables et que, d'autre part, il participe de la construction de ces mêmes conditions. La figure de l'intellectuel ne saurait pas exister en l'absence des instances éditoriales, médiatiques et politiques qui le consacrent, d'autant plus s'il en assume le contrôle. « La fortune de la catégorie < intellectuels > fut justement bénéfique à ceux qui contrôlent les instances de reproduction, de diffusion et de vulgarisation du monde intellectuel plutôt qu'à ceux dont la valeur dépend de l'œuvre et de la reconnaissance par les pairs » (24). Les intellectuels qui dominent actuellement la scène médiatique, politique et universitaire sont de véritables managers qui s'engagent dans une pluralité d'univers pour y faire valoir leur parole, occuper des places stratégiques et s'inscrire durablement dans des réseaux d'influence : maisons d'édition, fondations culturelles, organismes politiques, clubs de réflexion, revues prestigieuses, médias, syndicats, universités. Ces intellectuels consensuels ne ménagent pas leurs efforts pour s'auto-promouvoir, pour entretenir soigneusement leur visibilité publique, pour être sollicités en tant que consultants sur à peu près n'importe quel sujet. « Dépendant les uns des autres de la reconnaissance des médias, des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires ou des responsables politiques, ces intellectuels sont structurellement conduits à limiter leur rôle à la mise en forme des idées dominantes et de leurs déclinaisons. De l'« ethnicisation de la question sociale » au « populisme », de l'« anti-américanisme » au « blocage du marché de l'emploi », ils deviennent les répétiteurs savants de thématiques construites dans et par les médias, qu'ils présentent comme autant de nouveaux défis sociétaux. On mesure tout ce qui sépare ces postures de l'autonomie des dreyfusards vis-à-vis des pouvoirs constitués » (25).

Bonelli et Fayat prennent appui sur l'édition de 2002 du *Dictionnaire des intellectuels français* (dirigé par Jacques Julliard et Michel Winock), pour rendre compte de la manière dont on désigne l'intellectuel légitime, à savoir,

celui qui convient pour traiter les grands enjeux contemporains. Dans ce dictionnaire figurent 140 intellectuels encore en vie et dont la moyenne d'âge est de 74 ans. Le dictionnaire consacre pour l'essentiel des « intellectuels de gouvernement » (Jacques Attali, Alain Minc, Luc Ferry) les « intellectuels des médias » (Alain Finkielkraut, André Glucksmann et autres défenseurs télégéniques de toutes sortes de causes). Les auteurs du dictionnaire font les louanges des intellectuels engagés dans les clubs de pensée néo-conservateurs et réformistes, qui participent aux débats du MEDEF et des *think tanks* néo-libéraux, impliqués dans les causes humanitaires et universelles. Par opposition, ils fustigent ceux qui se livrent aux passions pour les causes particulières, qui témoignent d'un militantisme partisan. Devenue monnaie courante, la pensée néo-conservatrice de ces « intellectuels de gouvernement » fait passer les luttes contre les programmes néo-libéraux pour du conservatisme et leur propre adhésion comme du progressisme.

Les divisions idéologiques : une rhétorique de la droite conservatrice

La publicité de la pensée réactionnaire ne saurait pas être ni une particularité française ni une nouveauté historique. Serge Halimi aborde le contexte nord-américain et retrace l'idéologie anti-intellectualiste du camp républicain depuis le début du XX^e siècle. Dans les années 1930 la droite américaine ne cache pas son antipathie pour les intellectuels, une antipathie déclarée publiquement et qui vise à discréditer les démocrates. « Elle les dépeint à la fois dédaigneux de la moralité religieuse, du bon sens, et défenseurs de la centralisation du pouvoir entre les mains de ceux qui savent » (28). Cette stratégie s'est poursuivie tout au long du XX^e siècle, en témoigne tout particulièrement la période du maccarthysme, la chasse aux « rouges » et la censure omniprésente dans les campus universitaires. En témoigne également l'offensive anti-intellectualiste de Ronald Reagan. Dans un discours prononcé en 1976, cité par Halimi, Reagan oppose les intellectuels méprisants (une élite qui n'est pas forcément nantie mais qui est cultivée) à la masse silencieuse honnête et laborieuse. « Ceux d'en face (les démocrates) croient que les solutions aux problèmes de notre nation se trouvent dans les notes d'un psychiatre, dans les dossiers d'un éducateur ou dans le budget d'un bureaucrate. Nous, nous croyons au labeur du travailleur, à l'initiative de l'entrepreneur et au conseil du prêtre » (28).

2. Le Collège de France a voté la création d'une « chaire d'innovation technologique Liliane-Bettencourt », du nom de la principale actionnaire de L'Oréal et deuxième fortune de France.

Dans le contexte nord-américain l'anti-intellectualisme ne saurait pas être exclusif à la droite voire à l'extrême-droite conservatrice. Halimi rappelle qu'au début du XX^e siècle les syndicalistes américains s'attaquent autant aux détenteurs du capital qu'aux hauts fonctionnaires et aux intellectuels. « Ils réservent même une partie de leurs traits aux journalistes et aux universitaires capables de dénicher toutes les justifications 'rationnelles' au choix du patronat, à condition que celui-ci serve leurs intérêts et proclame leur génie » (28). Pour Halimi, l'allergie à l'égard des intellectuels, érudits et cosmopolites, n'est pas étrangère à l'évolution des attitudes des universitaires de gauche ou de la gauche intellectuelle. Ces derniers ont délaissé progressivement la problématique de la question sociale pour se consacrer en priorité à des travaux souvent hermétiques sur les identités, les genres et les cultures. C'est avec la guerre froide que la distance s'est creusée entre la gauche intellectuelle et une partie du peuple. L'influence décisive et la popularité de McCarthy ont conforté chez certains intellectuels progressistes l'idée que « le petit peuple était devenu infréquentable ». Partant de ces constats d'une gauche intellectuelle fort ambivalente, Halimi montre dans son article en quoi la droite conservatrice américaine se sert de la thématique anti-intellectualiste à des fins idéologiques et électorales, alors même que les intellectuels de gauche visés ne se montrent pas si menaçants et subversifs que ça. Nombre d'eux, notamment des professeurs universitaires, s'alignent sans trop de gêne sur le moralisme ambiant, sur les opportunités de carrière. La division idéologique est plus entretenue par ces discours de droite qu'une réalité attestée.

L'Université au service de l'entreprise

Les orientations néo-libérales des politiques universitaires – patentes dans les enjeux actuels de l'économie de la connaissance – ne font que renforcer l'appauvrissement de la pensée critique. Alors que des voix s'élèvent ici et là pour crier leur indignation face à l'assujettissement de la recherche scientifique aux impératifs d'une rentabilité sur le court terme, la réalité est que l'ingérence de l'économie dans les activités de l'esprit n'est ni massivement ni ouvertement rejetée. Car les opportunités de carrière offertes par les programmes néo-libéraux ne sont pas négligeables. C'est à une telle démonstration que se livre Christian De Montlibert dans son texte au titre éloquent : « Et déjà une chaire L'Oréal au Collège de France ! »². Le primat de rentabilité est devenu ces dernières années la nouvelle devise des politiques universitaires. Dans la planification des formations comme dans les orientations de recherche, les universités sont sommées de répondre aux besoins des entreprises, d'autant plus que ces dernières représentent de plus en plus des investisseurs grâce auxquels les laboratoires peuvent poursuivre leurs activités. C'est vrai tout particulièrement dans le domaine des sciences dures. Christian De Montlibert donne l'exemple de l'Université scientifique Louis-Pasteur, à Strasbourg qui en 2004 a transformé un centre d'analyse et de

recherche en société privée dont elle détient 56,6% des actions. Mais les sciences humaines n'échappent pas à ce mouvement. Toujours à Strasbourg, l'Université de lettres et sciences humaines Marc-Bloch crée en 2005 une fonction de chargé de la valorisation des recherches qui a pour mission de rapprocher celles-ci des intérêts des éventuels utilisateurs.

Ces injonctions politiques et économiques à une rentabilisation optimale et rapide des savoirs, des découvertes scientifiques, ont des répercussions sur l'organisation du travail scientifique, sur ses finalités et sur l'indépendance des chercheurs. « Une entreprise qui finance des recherches sur les produits contre l'endormissement, en espérant profiter de l'accroissement de la demande que créent les horaires atypiques et la flexibilité, pourrait-elle longtemps soutenir des recherches critiques sur les conséquences des transformations des conditions de travail ? » (26). Les orientations de recherche sont ainsi mises sous contrôle des entreprises privées. L'ingérence du privé dans les formations universitaires est également attestée par l'intervention de plus en plus fréquente des cadres des entreprises dans l'enseignement : un tiers des enseignants des instituts d'administration des entreprises des universités de droit, 44% des enseignants de l'université Paris-Dauphine, les deux tiers de ceux de l'université d'Evry sont des salariés de sociétés privées intervenant dans les formations. Ces diverses tendances ne sont pas sans effets sur la formulation même d'une pensée critique dans le champ universitaire, d'autant plus que ce processus ne déplaît pas franchement à ceux qui y trouvent des avantages non négligeables en termes de financements et de prestige. Nombre de professeurs ont déjà développé au sein même des universités des structures quasi privatisées ayant des objectifs de conquête des « marchés »³.

Les essais au « contenu vaporeux »

L'évolution des politiques éditoriales est singulièrement révélatrice de la marchandisation du savoir. Dans son article, « Le règne des livres sans qualités », Antoine Schwartz décrit l'appauvrissement qualitatif de l'offre et de la demande dans l'édition des sciences sociales. A une époque pas si lointaine, nombre d'éditeurs cherchaient à promouvoir à faible prix la littérature la plus novatrice et les travaux les plus pointus. Le lectorat visé, loin de se circonscrire aux seules classes privilégiées, concernait aussi un public populaire politisé. Pour preuve, dans les années 1960-70, des ouvrages de Sartre, de Braudel, de Lévi-Strauss ou de Bourdieu sont des succès éditoriaux. Mais les éditeurs soucieux de se protéger d'une logique industrielle se voient aujourd'hui concurrencés par « les marchands d'une culture au rabais ». Cité dans l'article, M. Henri Trubert, éditeur chez Fayard, explicite les politiques éditoriales du moment : « Il y a plusieurs façons d'exercer ce métier. Ou vous avez une politique éditoriale avec une vraie réflexion sur les livres que vous proposez et les idées que vous souhaitez transmettre,

ou vous pratiquez le coup par coup et vous publiez des documents-chocs vite oubliés » (30). Il suffit de fréquenter régulièrement les librairies pour constater que la deuxième alternative tend à l'emporter. Les tables de présentation des « nouveautés » sont envahies par une littérature éphémère, remplacée à un rythme soutenu et qui fait l'objet de campagnes de promotion médiatiques non négligeables. A tel point que le lecteur-consommateur a le sentiment d'être confronté à un paradoxe. D'un côté il est noyé par la profusion d'ouvrages publiés qui lui donne le vertige. De l'autre côté, il est soumis à une visibilité surprenante d'un nombre limité d'auteurs, qu'il retrouve sans surprises autant dans les colonnes de la critique littéraire consensuelle que dans tous les présentoirs des points de vente. Comme le remarque Antoine Schwartz, l'essayisme hâtif est devenu un genre à part entière, « chaque année voyant le même petit groupe d'intellectuels ayant pignon sur écran (tels Alain Duhamel, Jacques Julliard ou Alain Minc) déverser son lot de libelles aussi présomptueux qu'anodins » (30). Même si certains journalistes ne sont pas dupes face à cette frénésie éditoriale, il ne reste pas moins qu'ils se sentent contraints de « parler des livres dont tout le monde parle ».

Ces stratégies éditoriales promotionnelles visent à compenser les pertes financières d'un secteur peu rentable qui est celui des sciences humaines. En France l'augmentation massive du nombre d'étudiants (300 000 en 1960 contre plus de 2 millions à l'heure actuelle) ne s'est pas accompagnée d'un engouement pour la lecture d'ouvrages pointus. En revanche, ces étudiants représentant une clientèle importante d'un marché devenu lucratif, celui des livres de vulgarisation et de synthèse – souvent rédigés par leurs enseignants – permettant de réussir les examens en faisant l'économie de lectures longues et ardues. Le fait que ce marché contribue à augmenter le chiffre d'affaires des maisons d'édition n'est pas sans influencer la production intellectuelle universitaire. Les travaux spécialisés maniant une langue analytique et technique ne rencontrent pas un accueil favorable auprès de la plupart des éditeurs. « Sous le prétexte de rompre avec les <travers> et le jargon des scientifiques, de rendre plus <accessibles> leurs analyses, conclut Schwartz, la tentation est forte de revoir à la baisse les exigences du travail intellectuel. Elle l'est plus encore de délaisser ce secteur pour les marchés plus lucratifs » (30). Par ailleurs, l'évolution des pratiques de lecture permet également

3. « Récemment, écrit De Montlibert, l'Université de lettres et sciences humaines de Strasbourg a discuté du prix de futures formations et a envisagé de faire payer 4 800 euros pour une formation initiale <d'interprétation de conférences> (6 800 euros en formation continue), 6 000 euros pour une <formation en intelligence économique et gestion du développement international>, 2 740 euros pour une <formation d'images de synthèse appliquées à la communication> », 27).

de comprendre les tendances éditoriales dominantes actuelles. Les lecteurs souhaitent aller à l'essentiel, disposer de textes brefs et accessibles. « La proportion des forts lecteurs (plus de 25 titres par an) qui constituent les consommateurs privilégiés des ouvrages de sciences humaines a fortement diminué ces dernières décennies (de 22% en 1973 à 13% en 2003) » (30).

Comme conséquence de ces politiques éditoriales marchandes, le clivage se creuse entre les petites maisons d'édition qui publient des ouvrages intellectuels et universitaires exigeants destinés à un lectorat minoritaire et les grandes maisons d'édition qui privilégient les travaux de vulgarisation destinés au public éclairé. La coupure entre le monde des intellectuels et le reste de la population se trouve ainsi renforcée. C'est notamment pour combattre ces clivages que la résistance s'organise et se manifeste. Ces dernières années des petites maisons d'édition telles que *Les Éditions du Croquant*, *La Dispute*, *Le Temps des cerises* ou *Agone* ont vu le jour. Ces maisons affichent leur militantisme, leur volonté de rendre publics des travaux intellectuels auprès du public politisé et de proposer des alternatives aux essais de pacotille.

L'inconfort des héritiers

Dans ce contexte, comment la jeune génération de chercheurs et d'intellectuels se positionne-t-elle ? Que fait-elle de l'héritage des figures concurrentes de l'intellectuel ? La « jeune génération » est singulièrement discrète voire absente de la grande scène médiatique largement occupée par les « intellectuels de gouvernement ». Les travaux produits par les jeunes auteurs ne font pas l'objet d'une publicité éditoriale et médiatique marquée. Ils ne sont pas par ailleurs invités à intégrer les comités de rédaction des revues les plus prestigieuses, encouragés à occuper les postes supérieurs de la hiérarchie universitaire et des laboratoires de recherche. Le monde intellectuel et scientifique, celui qui acquiert le plus de notoriété et de publicité, vit un renouvellement générationnel extrêmement lent. Paradoxalement, alors que ce monde s'inspire de plus en plus du modèle des entreprises économiques privées où « les jeunes talents sont mis en avant », les successions dans le petit monde intellectuel se calquent encore sur un modèle patriarcal domestique. La légitimité d'une telle logique repose sur une vieille idée : le génie intellectuel et la force des idées s'acquièrent avec la maturité et se consolide grâce à un capital de relations bien établi. On peut aussi voir les choses autrement : la progression de la pensée réactionnaire doit beaucoup à des personnages vieillissants qui ne sont pas prêts à quitter leurs privilèges statutaires et qui cultivent un passé idéalisé dans lequel ils font figure « d'héros ».

Dans le dossier du *Monde diplomatique*, la jeune génération apparaît dans l'article consacré aux « intellos précaires ». La journaliste Mona Chollet aborde, à l'aide de témoignages, les conditions des travailleurs intellectuels qui ne parviennent pas à trouver une place dans le champ uni-

versitaire, artistique ou journalistique. Certains d'entre eux sont soumis à la logique du compromis, voire de la compromission idéologique. Pour accéder à des emplois, même précaires, et se montrer conciliants avec les attentes des employeurs, ils s'auto-censurent ou font l'objet de censures au sujet de leurs activités militantes ou de leurs prises de position politiques ; pour payer leurs factures ils accumulent des emplois qui ne leur laissent guère de temps pour lire, écrire, créer. Certains deviennent des « nègres » dans le monde de l'édition, d'autres emploient leurs qualifications littéraires au service d'entreprises privées. Dans l'histoire des intellectuels, leur condition précaire n'est pas inédite. En revanche, ce qui est nouveau c'est l'augmentation démographique considérable de cette population dont le quotidien professionnel contredit en permanence leurs aspirations et qualités intellectuelles. La condition n'inhibe pas certains d'entre eux à se lancer dans des initiatives collectives éditoriales, artistiques par lesquelles ils cherchent à prendre des distances avec la lourdeur des référentiels de Mai 68. Ces référentiels brandis lors des commémorations sont régulièrement évoqués comme étant les dernières heures d'une jeunesse politisée et intellectuellement probante. Les mêmes qui s'auto-glorifient d'en avoir fait partie ne cessent de déplorer l'asthénie intellectuelle et l'individualisme hédoniste de la jeunesse d'aujourd'hui. Face à cette image grossière, certains de ces jeunes préfèrent la discrétion à l'arrogance des imposteurs, optent pour les pseudonymes et pour les articles non signés, histoire de défendre l'idée de l'intellectuel collectif.

Si les écrits sur les « intellos précaires » comme cet article de Chollet ont le mérite de mettre à jour les conditions matérielles et sociales d'existence de ceux qui subissent la ploutocratie intellectuelle, il ne faut pas non plus tomber dans la rhétorique de la victimisation. La précarité des conditions et ces quelques initiatives collectives salutaires ne sauraient pas conférer à l'ensemble des intellos précaires une dignité particulière. Ce n'est ni parce qu'ils sont jeunes ni parce qu'ils sont *précaires* qu'ils échappent aux tendances d'époque et qu'ils ne sont pas tentés de suivre la voie confortable tracée par l'intellectuel opportuniste, consensuel et relativement imperméable aux scandales du monde.

De la vigilance face aux risques d'une critique strictement défensive

À l'arrière-fond de la figure de l'intellectuel réactionnaire célébrée par les médias on devine la relative fragilité de ceux qui avouent leur exaspération face au spectacle de la régression intellectuelle. Les différentes contributions publiées dans ce dossier, et c'est leur mérite, ne manquent pas de suggérer que si « on en est arrivé là » ce n'est pas sans la convergence de différents processus : la montée du pouvoir médiatique, les transformations en cours du champ universitaire, l'extension de la logique marchande, la réactualisation de l'anti-intellectualisme de la droite populiste et des ambiguïtés des intellectuels dits de

gauche, la condescendance des élites pensantes à l'égard des révoltes populaires, la moralisation des problèmes sociaux.

L'état des lieux proposé dans le dossier du *Monde diplomatique* ne manque néanmoins pas de soulever des questions. Le lecteur qui partage ces diagnostics ne vit pas moins l'inconfort de vivre dans une époque peu reluisante du point de vue des idées novatrices. Si la pensée réactionnaire gagne du terrain c'est aussi parce qu'elle ne rencontre pas sur son chemin des adversaires suffisamment consistants et solidaires entre eux. La solidarité de pensée se limite le plus souvent à une critique défensive et aux doléances partagées. Ensemble, ceux qui regrettent la disparition de leurs maîtres de pensée ne peuvent que se réfugier dans les écrits que ces derniers ont laissés en héritage sans pouvoir bénéficier de leurs interventions intransigeantes dans le débat public. Le risque existe dès lors de se complaire dans l'orphelinat et d'éprouver des sentiments d'impuissance. Si on peut regretter l'évanescence de la pensée subversive il serait regrettable de la pleurer à l'infini. Le culte de la mémoire peut générer des constats définitifs « après eux, le déluge » et saborder les possibilités d'un renouvellement de la pensée et de la critique. Sur cet aspect, on peut s'interroger sur le choix éditorial du *Monde diplomatique* au sujet des encadrés où figurent des extraits de la pensée des intellectuels disparus. Ces encadrés renforcent l'image d'un monde bouillonnant révolu et servent à opposer de manière radicale la pensée réactionnaire décortiquée dans le dossier aux prises de position que l'on ne retrouve guère dans le monde intellectuel d'aujourd'hui. Or, on aurait pu espérer que d'« autres encadrés » viennent compléter ceux-là et qui rendraient compte de résistances discursives, pratiques et collectives actuelles.

De même, le risque existe d'accorder une importance démesurée aux opportunistes. A force de s'attaquer aux intellectuels réactionnaires médiatiques on participe paradoxalement à leur notoriété: on parle autant d'eux que les médias. Tout se passe comme si cette critique de l'intellectuel réactionnaire était l'ultime refuge pour préserver l'intégrité, pour crier la marginalité des nostalgiques des temps révolutionnaires. Confrontés à l'arrogance de l'imposteur, les intellectuels désillusionnés sont presque contraints à adopter des attitudes plus pudiques, plus discrètes et plus scrupuleuses. Mais si ces réponses peuvent être compréhensibles, espérons que cette discrétion ne soit pas mise au service du ressentiment.

Cristina Ferreira
crferreira@bluewin.ch

Bibliographie

Anderson P. (2005), *La pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*, Paris, Seuil.